

**Audience publique du 10 juin 2010**

Recours formé par  
la société ..., ...  
contre une décision émise par la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg  
en matière de cotisations professionnelles

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 25057 du rôle et déposée le 25 novembre 2008 au greffe du tribunal administratif par Maître Jean-Pierre Winandy, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société ..., établie et ayant son siège social à L-..., représentée par ses « *administrateurs* » en fonction, tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation d'une décision de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg du 26 août 2008 portant fixation des cotisations à lui verser au titre des années 2007 et 2008 ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Guy Engel, demeurant à Luxembourg, du 27 novembre 2008, portant signification de ce recours à la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, établie à L-1615 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif le 27 février 2009 par Maître Patrick Kinsch, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, pour compte de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, ledit mémoire en réponse ayant été notifié le même jour par acte d'avocat à avocat au mandataire de la partie demanderesse ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 16 mars 2009 par Maître Jean-Pierre Winandy pour compte de la société ..., ledit mémoire en réplique ayant été notifié le 24 mars 2009 par acte d'avocat à avocat au mandataire de la Chambre de Commerce ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe du tribunal administratif le 20 avril 2009 par Maître Patrick Kinsch pour compte de la Chambre de Commerce, ledit mémoire en duplique ayant été notifié le 17 avril 2009 par acte d'avocat à avocat au mandataire de la partie demanderesse ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Maître Geoffrey Scardoni, en remplacement de Maître Jean-Pierre Winandy, ainsi que Maître Patrick Kinsch en leurs plaidoiries respectives.

---

En date du 5 juillet 2007, la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, ci-après dénommée la « *Chambre de Commerce* », émit à l'égard de la société ..., ci-après dénommée la « ... », un bulletin de cotisation portant sur la cotisation échue pour l'année 2007 d'un montant de 70 €.

Par décision du 2 juillet 2008, la Chambre de Commerce procéda au redressement de la cotisation échue pour l'année de perception 2007, en fixant celle-ci au montant de 267.950,72 €, au motif que le bénéfice commercial initialement communiqué avait été redressé par l'administration des Contributions directes. La même décision dispose qu'elle « *remplace l'ancien bulletin de cotisation émis le 5 juillet 2007* ».

En date du 25 août 2008, la Chambre de Commerce émit à l'égard de la ... un bulletin de cotisation portant sur la cotisation échue pour l'année 2008 d'un montant de 70 €.

Suite à une réclamation adressée à la Chambre de Commerce, visant à voir redresser les cotisations fixées pour les années 2007 et 2008, la Chambre de Commerce décida, par son courrier du 26 août 2008, de ne pas faire droit à ladite demande de redressement, en maintenant les cotisations telles que se dégageant tant de la décision précitée du 2 juillet 2008 portant sur l'année de cotisation 2007, que du bulletin de cotisation du 25 août 2008 portant sur l'année de cotisation 2008.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 25 novembre 2008, la ... a fait introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation de la décision précitée de la Chambre de Commerce du 26 août 2008 portant confirmation de la fixation des cotisations dues pour les années 2007 et 2008 à la suite d'une réclamation y afférente.

A défaut de l'existence d'un recours au fond en matière de décisions prises par une chambre professionnelle et portant sur les cotisations qui lui sont dues de la part de ses membres, c'est à bon droit que la partie défenderesse conclut à l'incompétence du tribunal administratif pour connaître du recours en réformation introduit à titre principal contre la décision litigieuse du 26 août 2008. Partant, seul un recours en annulation a pu être introduit contre ladite décision.

1. Quant à la décision critiquée du 26 août 2008 en ce qu'elle porte sur la cotisation à payer pour l'année 2007

Le recours en annulation, dans la mesure où il est dirigé contre le volet de la décision litigieuse du 26 août 2008 portant fixation de la cotisation à payer pour l'année 2007, est à déclarer recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai prévus par la loi.

La partie demanderesse, en se référant à un jugement du tribunal administratif du 24 octobre 2007 (n° 22636 du rôle), ainsi qu'à un arrêt de la Cour administrative du 17 avril 2008 (n° 23755C du rôle), conclut à l'annulation du volet de la décision litigieuse du 26 août 2008 portant sur l'année 2007 au vu des conclusions retenues dans ces deux décisions juridictionnelles.

La Chambre de Commerce soutient que la partie demanderesse ne saurait faire état de cette jurisprudence, dans la mesure où son recours serait dirigé contre une décision émise au cours de l'année 2008, partant postérieurement à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'affiliation à la Chambre de Commerce, au mode et à la procédure d'établissement du rôle des cotisations de la Chambre de Commerce et fixant la procédure de perception des cotisations de la Chambre de Commerce, de sorte qu'il y aurait lieu de faire application dudit règlement grand-ducal.

En substance, la Chambre de Commerce fait plaider qu'alors même que la cotisation dont le paiement est réclamé vise l'année 2007 et que cette cotisation est partant venue à échéance avant l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007, il n'en resterait pas moins que dans la mesure où la décision actuellement critiquée du 26 août 2008 a été prise postérieurement à la prise d'effet du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007, la réglementation applicable à la cotisation de l'année 2007 serait celle se dégageant du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007.

Il échet tout d'abord de constater à la lecture du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007 qu'il ne contient lui-même aucune indication ni quant à sa date d'entrée en vigueur ni quant aux années de cotisation auxquelles il s'applique.

En l'absence d'indication figurant audit règlement grand-ducal, il échet partant de se référer à un premier stade à l'article 2 du Code civil suivant lequel « *la loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a point d'effet rétroactif* ».

Ce principe tel que consacré à l'égard des lois doit également s'appliquer aux actes administratifs qui ne sauraient régir des situations constituées antérieurement à leur entrée en vigueur, sous peine d'être entachés de rétroactivité. Ainsi, le principe de la non-rétroactivité des actes administratifs, qu'ils constituent des actes individuels ou des actes à caractère réglementaire, s'impose aux autorités administratives<sup>1</sup>.

Il y a encore lieu de veiller à faire une distinction entre la rétroactivité des actes administratifs et leur application immédiate. Ainsi, au cas où une situation présente a été définitivement constituée dans le passé, l'application de mesures nouvelles à la situation passée ne constitue pas une application immédiate, mais comporte rétroactivité<sup>2</sup>.

Il échet encore de rappeler que le juge ne saurait faire une application rétroactive ni d'une loi ni d'un règlement pris en application de la loi en dehors des cas où le législateur en a décidé ainsi. Il s'ensuit que même au cas où un règlement grand-ducal d'application d'une loi contiendrait une disposition ayant un effet rétroactif, une telle disposition réglementaire ne saurait être reconnue comme étant légale qu'à partir du moment où cette rétroactivité a été expressément voulue par le législateur. Cette hypothèse n'est toutefois pas remplie en l'espèce, étant donné que ni le législateur ni même le pouvoir réglementaire n'ont prévu une disposition rétroactive au sujet de la fixation des cotisations de la Chambre de Commerce.

En l'espèce, c'est la cotisation que la partie demanderesse a, le cas échéant, dû payer à la Chambre de Commerce au titre de son éventuelle affiliation à celle-ci pour l'année 2007 qui est

---

<sup>1</sup> cf. Jurisclasseur, Administratif, V° Acte administratif, n° 26

<sup>2</sup> cf. Jurisclasseur, Administratif, V° Acte administratif, n° 36

litigieuse. Il s'ensuit que tant le principe que le taux de ladite cotisation ont dû être fixés avant le début de l'année de calendrier 2007 afin que notamment la demanderesse soit en mesure de connaître le montant, au moins quant à son principe, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007, conformément à l'article 37bis de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective décidant que la cotisation est déterminée sur la base du bénéfice réalisé pendant « l'avant-dernier exercice ». Ainsi, l'exigibilité de la cotisation à payer à la Chambre de Commerce constitue une situation qui s'est constituée antérieurement à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007. Cette situation ne saurait partant être régie que par la réglementation applicable au moment de l'exigibilité de ladite cotisation, à savoir avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Le règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007 ne saurait partant contenir des règles, le cas échéant nouvelles par rapport à celles préexistantes, applicables aux cotisations échues pour l'année 2007, étant donné que les règles y contenues ne sauraient trouver application qu'à partir de son entrée en vigueur, à savoir pour l'année 2008.

Il s'ensuit que la Chambre de Commerce, en ce qui concerne le volet sous examen de la décision précitée du 26 août 2008 portant fixation de la cotisation à payer pour l'année 2007, a nécessairement dû faire application de la législation ainsi que de la réglementation applicables pour l'année 2007 quant à la fixation du principe et du montant des cotisations à lui payer.

Il suit partant de l'ensemble des considérations qui précèdent qu'il y a lieu de rejeter le raisonnement élaboré par la Chambre de Commerce au sujet de l'applicabilité du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007 aux cotisations échues à la Chambre de Commerce pour l'année 2007.

Il s'ensuit encore qu'il y a lieu de faire abstraction dudit règlement grand-ducal et d'examiner la législation et la réglementation applicables antérieurement audit règlement grand-ducal.

En ce qui concerne ainsi plus précisément la législation ou la réglementation applicables avant la prise d'effet du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007, c'est à bon droit que la partie demanderesse s'est référé à l'arrêt de la Cour administrative du 17 avril 2008 (n° 23755C du rôle), qui a retenu qu'il ressort clairement du libellé même de l'article 3, alinéa 2 de la loi précitée du 4 avril 1924 qu'un règlement d'administration publique déterminera le mode et la procédure d'établissement des rôles des cotisations, taxes, droits et primes. Pareillement, la Cour administrative a retenu dans ledit arrêt que l'alinéa 3 du même article 3 dispose que la perception des cotisations, taxes, droits ou primes mis à charge des ressortissants d'une chambre professionnelle sera opérée par la chambre elle-même d'après une procédure à fixer par règlement d'administration publique.

Il y a partant lieu de retenir qu'il se dégage de ces textes que le législateur, comme l'a déjà retenu la Cour administrative dans l'arrêt précité, a subordonné l'application de la législation prévoyant le droit des chambres professionnelles à percevoir des cotisations, taxes, droits et primes, dont l'établissement et la perception doivent se faire selon un certain mode et selon une certaine procédure, à l'entrée en vigueur de textes réglementant ces opérations. Le caractère clair et non équivoque de la volonté du législateur de soumettre le droit à la perception de ces cotisations, taxes, droits ou primes à l'entrée en vigueur de textes en prévoyant le mode d'établissement et la procédure de perception se dégage encore *a contrario*, comme l'a retenu également la Cour administrative, de l'alinéa 4 du même article 3 de la loi précitée du 4 avril 1924 qui prévoit que le règlement d'administration publique prévu à l'article 3 *peut* prévoir que

la perception peut se faire par voie de retenue sur les traitements ou salaires à opérer par l'employeur.

Il se dégage partant des développements qui précèdent ensemble la conclusion ci-avant retenue suivant laquelle le règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007 ne saurait avoir un quelconque effet rétroactif, qu'au moment de la constitution de la situation de fait portant échéance de la cotisation à payer pour l'année 2007 à la Chambre de Commerce par la demanderesse, les règlements grand-ducaux prévus par l'article 3, alinéas 2 et 3 de la loi précitée du 4 avril 1924 n'existaient pas, de sorte qu'un bulletin de cotisation fixant la cotisation pour l'année 2007 n'a pas pu reposer sur une base légale suffisante.

Il échet partant de conclure que le volet de la décision litigieuse du 26 août 2008 portant fixation de la cotisation à payer pour l'année 2007, est à annuler.

2. Quant à la décision critiquée du 26 août 2008 en ce qu'elle porte sur la cotisation à payer pour l'année 2008

La Chambre de Commerce conclut tout d'abord à l'irrecevabilité de ce volet du recours sous examen, au motif qu'en ce qui concerne l'année de cotisation 2008, la partie demanderesse aurait acquiescé « *au bulletin afférent* » du fait d'avoir payé le montant dû « *sans réserve* ».

S'il est vrai, tel que cela ressort d'un avis de paiement du 16 décembre 2008, que la partie demanderesse a procédé au paiement de la somme de 70 € au titre de la cotisation due pour l'année 2008, il n'en demeure pas moins que ce paiement, auquel il a été procédé soit volontairement soit sous la crainte de procédures de recouvrement, tel qu'allégué par la demanderesse, ne saurait à lui seul enlever à celle-ci tout intérêt à agir dans le cadre d'une procédure contentieuse tendant à faire contrôler la légalité de la cotisation qui lui a ainsi été imposée par la Chambre de Commerce. En effet, le simple paiement du montant de la cotisation annuelle lui facturée par la Chambre de Commerce ne saurait impliquer une renonciation de la part de celui à qui le paiement de ladite cotisation a ainsi été imposé, à l'exercice des voies de recours qui lui sont ouvertes par la loi à l'encontre de la décision afférente. Il s'ensuit que le moyen d'irrecevabilité est à écarter pour ne pas être fondé.

Aucun autre moyen d'irrecevabilité n'ayant été soulevé à l'encontre du recours en annulation dirigé contre le volet de la décision critiquée du 26 août 2008 portant fixation de la cotisation à payer pour l'année 2008, il est à déclarer recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

Quant au fond, la partie demanderesse conclut tout d'abord à une violation des dispositions protectrices du secret fiscal en ce que, pour pouvoir procéder au calcul des cotisations pour l'année 2008, les données concernant le bénéfice commercial de l'année 2006 ont dû être prises en considération, ceci en conformité avec l'article 37bis de la loi précitée du 4 avril 1924. Or, la partie demanderesse fait soutenir que dans la mesure où la loi du 21 décembre 2007 portant notamment modification de la loi du 4 avril 1924 ne prévoirait pas de dispositions rétroactives, il n'existerait partant aucune base légale autorisant l'administration des Contributions directes à communiquer à la Chambre de Commerce des informations détenues par elle au sujet de l'année 2006 par rapport auxquelles sont à calculer les cotisations litigieuses de l'année 2008, conformément à l'article 37bis précité.

C'est à bon droit que la Chambre de Commerce s'oppose à l'argumentation ainsi développée par la partie demanderesse, en soutenant que l'article 7 de la loi précitée du 21 décembre 2007 figurant sous le titre IIIbis de ladite loi prévoit une base légale suffisante de nature à permettre la transmission des données détenues par l'administration des Contributions directes à la Chambre de Commerce dans le cadre de la fixation des cotisations à percevoir par cette dernière. Elle soutient en effet à juste titre qu'il aurait simplement été fait application avec effet immédiat de ladite disposition légale contenue à l'article 7, ayant eu pour objet d'ajouter un nouvel alinéa à la fin de l'article 3 de la loi précitée du 4 avril 1924 de la teneur suivante : « *L'Administration des Contributions directes est autorisée à transmettre à la Chambre de Commerce les données nécessaires à l'établissement et la tenue à jour de ses fichiers de ressortissants, ainsi qu'à la fixation et la perception des cotisations de ses ressortissants. Ces données ne peuvent être utilisées qu'à ces fins exclusives* ». Cette interprétation de cette disposition légale est d'ailleurs confirmée par le commentaire des articles tel qu'il ressort des amendements gouvernementaux émis à la base de la loi précitée du 21 décembre 2007 (doc. parl. 5801<sup>1</sup>, page 3) suivant lequel « *la référence à l'année d'imposition n'est pas adéquate à l'endroit de la fixation et de la perception des cotisations de la Chambre de Commerce (...)* ». S'il est vrai que ce commentaire est plus que succinct, il n'en demeure pas moins que le gouvernement avait pour objectif de ne pas limiter le champ d'application de la loi du 21 décembre 2007 à l'année d'imposition 2008 et aux années subséquentes, ce qui veut dire qu'il a entendu rendre cette loi applicable à toutes les années d'imposition sans distinction. Il s'ensuit encore que notamment l'article 7 de la loi précitée du 21 décembre 2007 s'applique à toutes les années d'imposition, qu'elles soient antérieures ou postérieures à l'année d'imposition 2008, voire concerne celle-ci, ce qui veut dire que par la loi en question l'administration des Contributions directes est autorisée à procéder à un échange d'informations avec la Chambre de Commerce même en ce qui concerne les données antérieures à l'entrée en vigueur de la loi précitée du 21 décembre 2007.

Il suit des développements qui précèdent que dans la mesure où la décision litigieuse portant notamment sur la cotisation à payer au titre de l'année 2008 a été émise en date du 26 août 2008, partant postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi précitée du 21 décembre 2007, de sorte à tomber dans le champ d'application de cette dernière, l'administration des Contributions directes a été autorisée à transmettre à la Chambre de Commerce les données fiscales de la demanderesse relatives notamment à l'année 2006 en vue du calcul de la cotisation à payer pour l'année 2008. Le moyen afférent présenté par la partie demanderesse est partant à rejeter comme n'étant pas fondé, sans qu'il y ait lieu de prendre en outre position sur les développements faits par la demanderesse au sujet de l'éventuelle applicabilité des dispositions de la loi générale des impôts, un tel examen se révélant être superfétatoire par rapport aux conclusions tirées ci-avant.

En deuxième lieu, la partie demanderesse soumet au tribunal administratif des développements théoriques, contenant des critiques d'ordre général du système mis en place par le législateur pour collecter les cotisations qui reviennent à la Chambre de Commerce en application de la loi précitée du 4 avril 1924, en ce qui concerne plus particulièrement la question du « *report de pertes* », sans exposer concrètement en quoi ledit système ainsi critiqué est de nature à lui porter un préjudice au titre de l'année de cotisation 2008. S'il est vrai qu'à la lecture desdits développements théoriques, un reproche tiré de ce que les pertes reportables ne pourraient pas être prises en considération lors du calcul de la cotisation pour une année déterminée peut en être dégagé, il n'en demeure pas moins qu'il ne ressort d'aucun élément et d'aucune pièce du dossier que la partie demanderesse a pu, pour l'année fiscale 2006 se trouvant à la base du calcul de la cotisation pour l'année 2008, conformément à l'article 37bis de la loi du 4 avril 1924, porter

en déduction du bénéfice commercial de l'année 2006 des pertes reportables d'années antérieures, étant entendu qu'une simple référence, non circonstanciée, à une simple déclaration fiscale de l'année 2005 « *qui [d'après la partie demanderesse] reprend la situation des pertes reportables* », à laquelle il a été procédé par la partie demanderesse dans le cadre de son mémoire en réplique, sans autre précision quant à la situation fiscale se présentant pour l'année 2006, seule de nature à être prise en considération en vertu de l'article 37bis précité, n'est pas de nature à établir qu'au sujet de l'année 2006 en question la partie demanderesse a pu déduire des pertes reportées de son bénéfice commercial. Il s'ensuit que les développements de la partie demanderesse portant sur le problème du « *report de pertes* » ne contiennent que des critiques d'ordre général, sans que ces développements, qui ne peuvent même pas être considérés comme constituant un moyen en droit, soient de nature à établir ou tentent d'établir l'illégalité de la décision sous examen. Ils sont partant à écarter comme n'étant pas pertinents, étant rappelé pour le surplus que les cotisations perçues par la Chambre de Commerce ne constituent pas des impôts, puisqu'alors même que lesdites cotisations constituent des prélèvements obligatoires, elles ne sont collectées ni par l'Etat ni par les communes afin de financer les dépenses de ceux-ci. En effet, les cotisations à verser à une chambre professionnelle, dont la Chambre de Commerce, sont à considérer comme constituant des taxes parafiscales, dans la mesure où elles constituent des prélèvements obligatoires effectués dans un intérêt économique ou social déterminé au profit d'une personne morale autre que l'Etat et les communes<sup>3</sup>. Il s'ensuit ainsi notamment que le système mis en place par le législateur en vue de la collecte des cotisations à verser à la Chambre de Commerce ne doit pas obligatoirement être identique à celui mis en place par le législateur en vue de la collecte des impôts de l'Etat, de sorte que si, en matière fiscale, le législateur a pris l'option politique de permettre le report pour une durée illimitée des pertes subies, il a valablement pu faire abstraction de cette possibilité lors de la mise en place du système permettant la collecte des cotisations en faveur d'une chambre professionnelle, telle la Chambre de Commerce, ce dernier système ne relevant pas du droit fiscal.

A la suite des conclusions retenues ci-avant, il y a également lieu d'écarter pour ne pas être pertinente la proposition faite par la partie demanderesse de poser une question préjudicielle à la Cour constitutionnelle afin de savoir si l'article 37bis de la loi précitée du 4 avril 1924 est conforme au principe d'égalité devant la loi, tel que prévu aux articles 10bis et 101 de la Constitution, cette question s'insérant dans les développements faits par la partie demanderesse quant au problème du report des pertes, lesdits développements ayant été déclarés non pertinents suivant ce qui précède en ce qu'ils n'ont pas trait à l'analyse de la légalité de la décision sous examen.

En troisième lieu, la partie demanderesse soumet au tribunal administratif, dans le cadre du volet du recours sous examen portant sur l'année de cotisation 2008, des développements ayant trait, d'une part, à une prétendue illégalité des décisions de fixation des cotisations et, d'autre part, au fait qu'aucune décision fixant les cotisations de la Chambre de Commerce à 0,2% n'aurait été prise par l'assemblée plénière de celle-ci.

Il y a lieu de constater à la lecture des développements afférents à l'argumentation développée ci-dessus qui a pour objet de soutenir le reproche ainsi formulé à l'égard de la Chambre de Commerce, qu'ils ont exclusivement trait à un règlement de cotisation qui aurait été pris par la Chambre de Commerce antérieurement à celui du 31 janvier 2008, publié au Mémorial B de l'année 2008 à la page 317. L'argumentation ainsi développée par la partie demanderesse

---

<sup>3</sup> A.Steichen, Manuel de droit fiscal, 4<sup>e</sup> éd. 2006, t.1, n°24

visé toutefois exclusivement le volet de la décision critiquée du 26 août 2008 ayant trait à l'année 2008. Or, dans ce volet de la décision la Chambre de commerce a nécessairement dû faire application du règlement de cotisation du 31 janvier 2008 de la Chambre de Commerce du Grand-Duché du Luxembourg, pour porter sur une fixation de la cotisation à laquelle il a été procédé postérieurement à l'entrée en vigueur dudit règlement de cotisation. Il s'ensuit que même à supposer que les développements ainsi exposés par la partie demanderesse puissent être considérés comme constituant un moyen en droit, ces développements ne sont pas pertinents dans le cadre de la présente espèce, du fait qu'un règlement de cotisation pris le cas échéant à une date antérieure au 31 janvier 2008 ne saurait s'appliquer aux faits de l'espèce.

Il suit partant de ce qui précède que les développements afférents sont à rejeter pour ne pas être fondés.

Etant donné que les développements ayant trait à l'illégalité des décisions de fixation des cotisations et à la fixation des cotisations de la Chambre de Commerce au taux de 0,2% ont été rejetés pour ne pas être pertinents dans le cadre de la présente espèce, la demande formulée dans le cadre dudit moyen par la partie demanderesse « *de produire les pièces concernant les décisions prises par la Chambre de Commerce en matière de cotisations* » doit également être écartée en conséquence de cause.

En quatrième lieu, la partie demanderesse reproche en substance à la Chambre de Commerce de collecter des cotisations qu'elle qualifie d'« *excessives* » pour financer notamment des projets qui dépasseraient le rôle qui lui serait attribué par le législateur. La partie demanderesse estime ainsi que la Chambre de Commerce collecterait des recettes au-delà des dépenses qui devraient lui incomber en conformité avec l'article 3 de la loi précitée du 4 avril 1924.

C'est à bon droit que la Chambre de Commerce sollicite le rejet de ce moyen comme n'étant pas pertinent, étant donné que le moyen ainsi développé par la partie demanderesse, même si son argumentation devait s'avérer être exacte, n'est pas de nature à entraîner l'annulation d'un bulletin ou d'une décision portant fixation de la cotisation à verser à la Chambre de Commerce. En effet, la partie demanderesse n'a pas établi, dans le cadre de ses développements, que la décision sous examen en ce qu'elle fixe la cotisation pour l'année 2008 viole une quelconque disposition légale ou réglementaire, le simple fait de prétendre, sans d'ailleurs l'établir, que l'argent ainsi collecté par la Chambre de Commerce servirait à financer des « *projets somptuaires* » ne saurait à lui seul suffire pour établir l'illégalité d'un bulletin ou d'une décision de cotisation.

La partie demanderesse reproche en cinquième lieu à la Chambre de Commerce d'avoir prévu dans « *le règlement de cotisation précité du 31 janvier 2008* » un barème dégressif en ce qui concerne la fixation des cotisations, en l'absence d'une autorisation législative quant à la possibilité de prévoir des taux de cotisation différenciés pour différentes catégories de ressortissants de la Chambre de Commerce. A l'appui de ce moyen, la partie demanderesse se pose la question de savoir si la fixation de barèmes qu'elle qualifie de dégressifs est conforme « *à nos conceptions prévalant en matière de prélèvements obligatoires* ». Elle estime dans ce contexte que le fait d'admettre que certains ressortissants se voient appliquer un taux de cotisation plus réduit que d'autres permettrait d'aboutir à la conclusion que les dépenses de la Chambre de Commerce ne seraient pas telles que tous les ressortissants doivent payer le même taux de cotisation. On pourrait partant en tirer encore la conclusion qu'un taux de cotisation



unique plus bas, uniforme pour tous les ressortissants, suffirait pour financer les dépenses de la Chambre de Commerce. Elle sollicite partant l'application d'un taux moins élevé que celui qui lui aurait été appliqué dans le cadre du bulletin de cotisation litigieux.

La Chambre de Commerce répond que les arguments développés par la partie demanderesse dans le cadre de ce moyen seraient dépourvus de sérieux, tout en faisant valoir pour le surplus que la réglementation adoptée par elle en matière de fixation des cotisations serait conforme à la Constitution pour ne pas violer le principe d'égalité devant la loi. Elle fait encore exposer que le législateur aurait laissé à la Chambre de Commerce la compétence de fixer elle-même ses cotisations annuelles, sans exclure le procédé de la fixation de taux dégressifs. Dans le cadre des attributions qui lui auraient ainsi été accordées par le législateur, elle aurait, suivant un procédé démocratique, fixé les cotisations annuelles à payer par ses ressortissants.

Le tribunal constate, au vu du libellé de l'argumentation développée par la partie demanderesse, qu'au cas où ces développements devraient être considérés comme constituant un moyen en droit, ce moyen se dirigerait contre le règlement de cotisation précité du 31 janvier 2008 auquel la partie demanderesse a expressément fait référence, mais non pas contre le volet sous examen de la décision critiquée. Or, le recours sous examen n'est pas dirigé contre ledit règlement de cotisation et la demanderesse n'a pas soumis au tribunal une quelconque argumentation de nature à pouvoir retenir une exception d'illégalité, de sorte qu'il y a lieu d'écarter ces développements comme n'étant pas pertinents dans le cadre de la présente instance.

Le même sort doivent d'ailleurs suivre les développements de la partie demanderesse ayant trait à « *la rectification des cotisations* », étant donné que ces développements contiennent des critiques d'ordre général du système mis en place par la Chambre de Commerce pour collecter les cotisations qui lui reviennent en application de la loi précitée du 4 avril 1924, sans que ces développements, qui ne peuvent même pas être considérés comme constituant un moyen en droit, soient de nature à établir ou tentent d'établir l'illégalité du volet incriminé de la décision sous examen. Ils sont partant à écarter comme n'étant pas pertinents.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le recours en annulation dirigé contre le volet de la décision litigieuse du 26 août 2008 portant fixation de la cotisation à payer pour l'année 2008 est à rejeter comme n'étant pas fondé.

Au vu de l'issue du litige, il y a lieu de faire masse des frais et de les partager à moitié entre la partie demanderesse et la Chambre de Commerce.

### **Par ces motifs,**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

se déclare incompétent pour connaître du recours en réformation ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond, le déclare partiellement justifié et annule en conséquence le volet de la décision litigieuse du 26 août 2008 portant fixation des cotisations à verser à la Chambre de Commerce pour l'année 2007 ;

rejette ledit recours pour le surplus comme n'étant pas fondé ;

rejette la demande tendant à voir produire « *les pièces concernant les décisions prises par la Chambre de Commerce en matière de cotisations* » ;

fait masse des frais et les impute pour moitié à chacune des parties à l'instance.

Ainsi jugé par:

Carlo Schockweiler, premier vice-président,  
Martine Gillardin, vice-président,  
Annick Braun, juge,

et lu à l'audience publique du 10 juin 2010 par le premier vice-président, en présence du greffier assumé Patricia Rego.

s.Rego

s.Schockweiler

**Reproduction certifiée conforme à l'original**

Luxembourg, le 11 juin 2010  
Le Greffier du Tribunal administratif